

*CONSEIL FÉDÉRAL*  
*Procès-verbal de la séance du 25 février 1890*

761. Arbeiterschutzkonferenz

Departement des Auswärtigen, Vortrag vom 24. dies.

Infolge der Unterhandlungen des Herrn Minister Roth in Berlin mit der dortigen kaiserlichen Regierung ist jenem am 21. d. Mts. eine Note des Grafen H. v. Bismarck zugekommen<sup>1</sup>, in welcher offiziell das Ansuchen gestellt wird, der Bundesrat möchte von dem Zusammentritt der von ihm berufenen Konferenz über Arbeiterschutz bis auf weiteres Abstand nehmen, da es in den Absichten des Kaisers liege, die Einladungen für die Berliner Konferenz schon auf Mitte März ergehen zu lassen und es für die beiderseits betriebene Sache nicht möglich erscheine, wenn beide Konferenzen neben einander tagten.

Laut Telegramm der Gesandtschaft in Berlin vom 22. Februar<sup>2</sup> hat der Kaiser ihn am gleichen Tage in Audienz empfangen und ausdrücklich beauftragt, dem Bundesrat für das Entgegenkommen in der Konferenzfrage telegraphisch seinen herzlichen Dank auszusprechen.

Nach Antrag des Departements des Auswärtigen (Politisches) wird beschlossen:

1. Es sei folgendes Telegramm an Herrn Minister Roth zu erlassen:

«Nous vous chargeons de répondre comme suit à la note du comte de Bismarck du 21 courant. Vous rappellerez dans votre note les termes de la demande allemande, puis vous continuerez: En réponse à cette demande, le Conseil fédéral me charge de vous informer que, préoccupé avant tout de la réussite de l'œuvre qu'il avait d'abord prise en mains, et sincèrement désireux de voir couronner de succès les efforts entrepris dans le même but par S. M. l'Empereur Guillaume II, il consent à déférer au désir qui lui est exprimé et renonce pour le moment à donner suite à son initiative.»

2. Es sei an den deutschen Gesanten in Bern, Herrn v. Bülow, folgende Note zu richten:

A la suite de la note que le soussigné a eu l'honneur d'adresser à V. E. en date du 14 courant<sup>3</sup>, un accord est intervenu entre les deux gouvernements au sujet de l'initiative que chacun d'eux a prise relativement à la réglementation internationale du travail. Cet accord a trouvé son expression dans un échange de notes entre M. Roth et le comte de Bismarck.

«En conséquence le soussigné a l'honneur d'informer aujourd'hui V. E., en réponse à la communication qu'Elle nous a faite de la dépêche du Prince de Bis-

1. Cf. télégramme du 21 février 1890 reproduit en annexe 1 au présent document.

2. Non reproduit. Cf. aussi annexe 2 au présent document.

3. Cf. n° 11, annexe.

marck du 8 février<sup>4</sup>, que le Conseil fédéral accepte de se faire représenter à la conférence qui doit se réunir prochainement à Berlin pour discuter les questions ouvrières. Il attend l'invitation officielle que le gouvernement impérial voudra bien lui adresser à cet effet et il ne manquera pas de désigner ses délégués et d'en faire connaître les noms lorsqu'il sera en possession du programme détaillé de la conférence.»

3. Es sei an die industriellen Staaten von Europa folgende Circularnote zu erlassen:

Le 15 mars de l'année dernière, reprenant un projet dont nous avons déjà entretenu plusieurs gouvernements en 1881<sup>5</sup>, nous avons invité les Etats industriels de l'Europe à se faire représenter à une conférence qui se réunirait à Berne au mois de septembre suivant pour examiner l'opportunité d'une entente internationale sur la réglementation du travail et la protection des ouvriers. Par note-circulaire du 12 juillet, les mêmes Etats ont été informés que nous croyions devoir ajourner la conférence au printemps de cette année.

Le 28 janvier<sup>6</sup>, nous en avons fixé la date au 5 mai prochain et nous avons arrêté le programme proposé par nous comme base de discussion.

Le jour même où nos circulaires étaient expédiées de Berne, le 5 février, paraissait à Berlin le rescrit de S. M. l'Empereur Guillaume II, chargeant S. A. le Prince de Bismarck, chancelier de l'Empire, de sonder les dispositions des autres Etats à l'égard d'une conférence qui se réunirait à Berlin pour s'occuper des questions intéressant le sort des ouvriers.<sup>7</sup>

Cette coïncidence imprévue a donné lieu à des pourparlers entre la Suisse, l'Allemagne et les autres Etats. Le gouvernement impérial allemand nous a fait part de son intention d'inviter les Etats à Berlin déjà pour le milieu de mars; il a exprimé le désir que nous renoncions pour le moment à la Conférence de Berne, la réunion simultanée de deux conférences ne lui paraissant pas dans l'intérêt de la chose.

Préoccupés avant tout de la réussite de l'œuvre que nous avons d'abord prise en mains, et sincèrement désireux de voir couronné de succès les efforts entrepris dans le même but par S. M. l'Empereur d'Allemagne; tenant compte en outre, d'une part, de ce qu'une répartition du travail entre les deux conférences n'a pas paru possible, d'autre part, de ce que plusieurs des Etats qui ont accepté notre invitation ont aussi donné leur acquiescement à la Conférence de Berlin, nous n'avons pas hésité, dans ces circonstances, à déférer au désir qui nous était exprimé, désir partagé d'ailleurs par d'autres gouvernements, et à renoncer, pour le moment, à donner suite à notre initiative.

En portant ces faits à la connaissance de Votre Excellence, nous avons donc l'honneur de L'informer que la Conférence convoquée à Berne pour le 5 mai n'aura pas lieu. Si heureux que nous eussions été d'offrir à cette conférence notre

4. *Non reproduit.*

5. *Le 1<sup>er</sup> mai 1881 le CF avait fait sonder l'avis des gouvernements respectifs par ses missions à Paris, Berlin, Vienne, Rome, Londres et Bruxelles, cf. E 23/1. Cf. aussi FF 1890, III, p. 627—633.*

6. *Cf. n<sup>o</sup> 4.*

7. *Cf. n<sup>o</sup> 5 et annexe.*

hospitalité, nous trouvons un motif de satisfaction dans notre ferme espoir que la cause de la protection des ouvriers fera, à la Conférence de Berlin, un sérieux pas en avant.<sup>8</sup>

## ANNEXE 1

E 23/1/6

*Le Ministre de Suisse à Berlin, A. Roth,  
au Chef du Département des Affaires étrangères, N. Droz*

*Copie de réception*

T

Berlin, 21. Februar 1890, 8h45

Habe heute vormittag halb 12 Uhr Graf Bismarck gesprochen und ihm eröffnet, ich sei im Besitze von Instruktionen.<sup>9</sup> Der Bundesrath wünsche dringend, dem Kaiser und der kaiserlichen Regierung entgegenzukommen. Der Umstand, dass eine Reihe von fremden Regierungen die Berner Einladung angenommen, erschwert ihm Dies aber ganz wesentlich. Er wünsche deshalb eine Verständigung in der Weise anzuregen, dass man eine Theilung der beiden Conferenzen vornehme. Der Graf erwiderte eine Theilung der Arbeit werde hier als nicht thunlich erachtet, weil die Berner Programmpunkte nach dem Willen des Kaisers sämtlich hier ebenfalls verhandelt werden sollen. Um halb zwei Uhr erhielt ich dann Ihre heutigen «Instuctions supplémentaires»<sup>10</sup>, welche sehr «à propos» kamen, da das gestrige Telegramm von Bülow, in welchem es am Schlusse heisst, Sie haben Bülow erklärt der Bundesrath könne dem Wunsche des Kaisers nicht entsprechen, die massgebenden Kreise bereits sehr ernstlich verstimmt habe.<sup>11</sup> Ich gab Graf Bismarck Kenntnis von Ihrem heutigen Telegramm. Er zeigt sich durch diese Nachricht sehr angenehm berührt und wiederholte, dass man auf die von der Schweiz vorgeschlagene «répartition des travaux» nicht hätte eingehen können. Das Auswärtige Amt werde nun ohne Verzug an den Bundesrath das fragliche Gesuch stellen und zwar unter gleichzeitiger Beantwortung der Einladung zur Berner Konferenz. Alsdann erwarte es die offizielle Mittheilung des Bundesrathes betr. Verzicht

8. *Cette note fut adressée aux Etats suivants:*

Belgien, Dänemark, Deutschland, Frankreich, Grossbritannien, Italien, Luxemburg, Niederlande, Österreich-Ungarn, Portugal, Schweden-Norwegen, Spanien.

*Pour les travaux de la Conférence de Berlin cf. le rapport du CF du 9 juin 1890 (FF 1890, II, pp. 619—899).*

*Pour la réaction de la France à l'annulation de la Conférence de Berne, cf. la lettre de Lardy à Droz du 28 février 1890 dans laquelle on lit: [...] Je l'ai laissé dire, et je constate, d'autre part, que, du côté français, on nous considère déjà avec moins de sympathie qu'à l'époque où l'on croyait au maintien de la Conférence de Berne. [...] (E 2300 Paris 43)*

9. *Cf. n° 13.*

10. *Roth reçut les instructions complémentaires suivantes: (selon brouillon d'expédition non encore chiffré, daté de Berne du 21 février 1890)*

Si l'Allemagne ne peut entrer dans nos vues pour une répartition du travail, vous déclarerez que voulant éviter une concurrence qui pourrait nuire à l'œuvre elle-même et donner en même temps à S. M. l'Empereur Guillaume II et au gouvernement impérial une preuve des intentions amicales qui l'animent, le Conseil fédéral consent en principe à déférer au désir qui lui est exprimé. Il attend pour répondre officiellement, la notification de la demande de l'Allemagne. Il attacherait de l'importance à ce que les termes de la note allemande invitant les Etats à la Conférence de Berlin et ceux de la note suisse contremendant celle de Berne soient concertés dès maintenant afin de constater, d'une manière identique, l'entente intervenue. (E 23/1)

11. *Cf. télégramme de Droz à Roth du 20 février 1890 à propos d'un entretien avec Bülow. Non reproduit.*

25 FÉVRIER 1890

33

auf die Berner Conferenz. Zu gleicher Zeit werde dann wohl der Bundesrath den Regierungen, welcher nach Bern eingeladen, von der Verständigung mit Berlin offiziell Kenntnis geben. Er, Graf Bismarck, finde vorderhand es sei dann nicht mehr opportun, dass in den definitiven Einladungen für die Berliner Conferenz dieser Verständigung nochmals besonders Erwähnung gethan werde. Er vermüthe, diese Einladungen werden sehr kurz gehalten sein unter Beilegung des Conferenzprogramms. Er werde noch mit dem Kanzler sprechen und den Inhalt Ihres heutigen Telegramms spätestens morgen früh dem Kaiser zur Kenntnis bringen. Natürlich verzichte ich jetzt auf die Reise nach Bern. Über das Entgegenkommen des Bundesrathes bin ich mit Rücksicht auf die politische Tragweite desselben hocherfreut.

## ANNEXE 2

E 23/1/6

*Le Ministre de Suisse à Berlin, A. Roth,  
au Chef du Département des Affaires étrangères, N. Droz*

L Persönlich und Confidentiell

Berlin, 24. Februar 1890

Über die Audienz beim Kaiser, vom letzten Samstag, 1 Uhr, zu welcher ich um  $\frac{1}{2}$  12 Uhr durch ein Telegramm eingeladen wurde, beehre ich mich, Ihnen in Ergänzung meines Telegramms vom Samstag Abend<sup>12</sup> folgendes zu berichten:

Der Kaiser empfing mich mit dem Bemerkten, er habe mich in dieser Weise zu sich bitten lassen, weil er Werth darauf gelegt habe, mir ohne Verzug seine Freude über die Eröffnungen auszusprechen, welche ich dem Grafen Bismarck auf Grund eines Telegramms meiner Regierung Freitag nachmittags gemacht habe. Diese Nachricht habe ihn um so angenehmer überrascht, als ein Telegramm des H. v. Bülow vom Donnerstag ihn habe befürchten lassen müssen, der Bundesrath sei zu der bestimmten Ansicht gelangt, dass es ihm nicht möglich sei, seinem, des Kaisers, Wunsche zu entsprechen; er bitte mich, dem Bundesrathe telegraphisch seinen herzlichen Dank auszusprechen und auch zu betonen, dass derselbe, der Bundesrath, ihm durch sein Entgegenkommen einen ausserordentlich grossen Dienst erwiesen habe, den er lange nicht vergessen werde. Er zähle jetzt bestimmt auf das Zustandekommen der Berliner-Conferenz; einige wenige Regierungen haben sich allerdings noch nicht bestimmt ausgesprochen. England werde Vorbehalte machen.

Ob sich die französische Regierung werde entschliessen können, der hiesigen Einladung Folge zu leisten, vermöge er zur Zeit noch nicht zu beurtheilen. Er hoffe indes, dass man schliesslich auch von Paris eine im Prinzip zustimmende Antwort erhalten werde. Auch dort dürfte man zwar zweifelsohne Vorbehalte machen. Diese Vorbehalte beunruhigen ihn, den Kaiser, aber nicht; es werde Mittel und Wege geben, denselben Rechnung zu tragen. Es sei ein grosser Irrthum, wenn man ihm die Absicht zuschreibe, eine internationale Regelung des *Normalarbeitstages* zu veranlassen. Er habe ausschliesslich den *Maximal-* und nicht den *Normal-Arbeitstag* ins Auge gefasst; indes sei ihm an der Aufrechterhaltung dieses Verhandlungs-Punktes durchaus nicht so viel gelegen, wie da und dort angenommen zu werden scheine. Er mache sich überhaupt über das unmittelbare Ergebniss der Conferenz keine Illusionen, glaube aber anderseits denn doch, dass die Berathungen über die Sonntagsarbeit und über die Frauen- und Kinderarbeit zu praktischen Resultaten führen könnten. Die zuständigen Abtheilungen des Staatsraths werden nun diese Woche an die Arbeit gehen und, wie er hoffe, in 3–4 Tagen dieselbe zu Ende führen. Intern beabsichtige er in der Weise vorzugehen, dass er den neuen Reichstag — derselbe, fügte er scherzend bei, scheint freilich nicht sehr gut auszufallen — baldmöglichst zusammentreten lasse und ihm auf Grund der Berathungen des Staatsrathes eine Vorlage etwa betreffend Sonntags- und Frauen- und Kinderarbeit zukommen lasse. Er glaube annehmen zu dürfen, dass solchen Vorlagen gegenüber auch die erheblich stärker gewordene sozialdemokratische Fraktion des neuen Reichstags sich nicht ablehnend verhalten werde.

---

12. *Le 22 février 1890. Non reproduit.*

«Sie glauben gar nicht», bemerkte er wörtlich, «wie mir die Sache schwer gemacht worden ist. Ich empfinde denn auch in den letzten Tagen in hohem Grade das Bedürfnis, auf anderm Boden Erholung von diesen unerquicklichen geistigen Anstrengungen zu suchen und mich im Freien zu zerstreuen. Und da habe ich mich dann, wie Ihnen schon bekannt sein wird, letzten Donnerstag plötzlich entschlossen, die ganze Berliner-Garnison zu allarmiren und bin selbst etwa 4 Stunden im Freien zu Pferd gesessen, um aus eigener Anschauung ein zuverlässiges Bild über den Erfolg einer solchen ausserordentlichen Massnahme zu erhalten. Ich kehrte sehr befriedigt nach Hause zurück. Nach kaum 2 Stunden waren alle allarmirten Truppenkörper in ihre Rendez-vous-Stellungen auf dem Tempelhoferfelde eingerückt. Was mich namentlich sehr befriedigte, war der Umstand, dass die Verschmelzung zwischen den von früher übrig gebliebenen Mannschaftsbeständen und den im Herbst eingetretenen Rekruten sich als vollzogen erwies. Die von mir befohlenen Gefechtsübungen im Regimentsverband haben dies klar zu Tage treten lassen. Es wurde mir gemeldet, die öffentliche Meinung habe anfänglich diese Allarmirung als mit den Reichstagswahlen in Verbindung stehend aufgefasst. Das ist indes völlig unzutreffend. Als ich den Befehl zur Allarmirung gab, dachte ich auch nicht im Geringsten daran, dass an diesem Tage gewählt werde.»

In meiner Erwiderung auf den Anfangs-Passus der kaiserl. Eröffnung gab ich meiner Freude über die erfolgte Verständigung Ausdruck. Ich betonte, wie der Bundesrath von Anfang an lebhaft gewünscht habe, dem Wunsche des Kaisers wenn immer thunlich zu entsprechen, wie ihm aber der Umstand, dass eine grössere Anzahl von Regierungen die Berner Einladung in Principe schon angenommen hatten, die Sache erschwert habe und wie ich Grund habe, die letzte Meldung des H. v. Bülow einem Missverständniss zuzuschreiben, da die Mittheilungen, welche ich successive von Ihnen erhalten und zwar auch noch diejenigen vom letzten Mittwoch keineswegs dahin lauten, der Bundesrath habe die bestimmte Empfindung, dass die Möglichkeit, dem Wunsche des Kaisers zu entsprechen, unbedingt ausgeschlossen sei. Ich fügte dann noch bei, der Bundesrath habe mit Rücksicht auf obige Schwierigkeiten nur noch den Versuch machen wollen, eine Verständigung auf anderem Wege und zwar durch die «repartition des travaux» der beiden Conferenzen herbeizuführen, etc.

Nach dem Schlusse der Audienz wurde ich dann von dem Kaiser in den Essaal geführt und wieder zur kaiserl. Familientafel zugezogen.

Er sprach mit mir, während des Essens, wieder viel über die Schweiz und bemerkte u. a., er habe kürzlich die Aufnahme eines Schweizer-Offiziers, namens Perrot, in die deutsche Armee genehmigt.

Ich erwiderte, der Fall sei mir bekannt und fügte bei, der Kaiser möge mir gestatten, noch besonders zu betonen, welch hohen Werth wir darauf legen, dass uns auch in Zukunft wieder gestattet werden möchte, schweiz. Offiziere für ein Jahr zu dauernden Commando's nach Deutschland zu entsenden.

Nach dem Dîner wurde im Empfangssalon, im Beisein der Kaiserin, noch der Café eingenommen und dann lud der Kaiser uns (mich, zwei andere Gäste und seine Adjudanten) zur Cigarre in sein Arbeitszimmer ein, woselbst er mir, mit Hülfe einer Reliefkarte von Mittel-Afrika, die Entwicklung der Colonisationsbestrebungen von Deutschland und der andern in Frage kommenden Staaten, in sehr anschaulicher und freimüthiger Weise darlegte. Er bekundete hiebei eine erstaunliche Beherrschung der Frage in allen ihren Details und liess einige köstliche Bemerkungen fallen über die Velleitäten England's Deutschland hindernd in den Weg zu treten, mit dem Beifügen, Deutschland werde sich aber nicht von dem vorgesteckten Ziele abdrängen lassen und eventuell eine Behandlung, wie sie Portugal widerfahren sei, entschieden zurückweisen.

Um 3 ½ Uhr zog sich alsdann der Kaiser zurück.